



Birmanie : Solidarité avec les travailleurs en lutte contre les militaires putschistes !

Dimanche dernier l'armée a de nouveau tiré sur la foule des manifestants, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés, et décrété la loi martiale dans les quartiers populaires de la capitale économique, Rangoun. Depuis leur putsch du 1er février dernier, les militaires ont déjà fait plus de 124 morts. Des centaines de milliers de personnes continuent pourtant avec courage à se rassembler dans des grèves et manifestations dans tout le pays, derrière des slogans tels que : « Libérez nos dirigeants » ou « Respectez nos votes ».

Le rejet du coup d'Etat

Depuis plus de soixante ans, en Birmanie (ou plutôt le Myanmar, son nom officiel depuis quelques décennies), l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais elle avait dû lâcher du lest devant les classes populaires qui n'en peuvent plus, en libérant en 2010 l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a accédé au gouvernement en 2016. L'armée n'en conservait pas moins ses positions clés à la tête du pays et l'ancienne prix Nobel de la paix ne s'y est jamais franchement opposé.

Elle a même couvert des massacres commis par l'armée birmane sur les Rohingyas, une minorité de religion musulmane du pays. Mais pour la population laborieuse, ce début d'évolution du régime était un espoir. C'est au succès de Aung San Suu Kyi aux élections législatives de novembre dernier que les chefs de l'armée ont voulu mettre un terme par leur putsch. Pour conserver leur mainmise totale non seulement sur le pouvoir politique mais aussi sur l'économie du pays. Le chef de la junte dirige deux des plus grands conglomerats économiques de Birmanie, dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier et construction.

Des entreprises françaises complices du pouvoir militaire

C'est avec ces groupes géants, contrôlés par les militaires, que les multinationales présentes en Birmanie font affaire. Le matériel du français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a aidé à arrêter 1 700 opposants au coup d'Etat. Les mensonges de la chaîne d'Etat « Myanmar Radio and Television » continuent à être diffusés par une des filiales de Canal+ ! Accor, Lafarge ou Bouygues ont également d'importants intérêts dans le pays.

La part du lion revient au groupe Total, qui partage une bonne part des ressources pétrolières du pays avec

le groupe américain Chevron et quelques autres. En 1995, Total était déjà mis en cause pour avoir fait construire son gazoduc à travers la jungle birmane en ayant recours au travail forcé, sous la surveillance de l'armée. Sans parler des pots-de-vin pour obtenir ses contrats.

A travers tout le pays, une grève générale

Ce sont précisément ces travailleurs, surexploités par les militaires comme par les multinationales occidentales, qui sont en première ligne dans la résistance au coup d'Etat. Dans le cadre d'un vaste mouvement dit de « désobéissance civile », de nombreux salariés ont complètement cessé le travail. Les écoles, les administrations, les hôpitaux et les banques sont fermés.

Les 600 000 femmes salariées des usines textiles s'organisent et participent à la lutte. Les employés des compagnies d'électricité et des chemins de fer sont aussi en grève. Leurs syndicats ont appelé avec succès le reste de la population à ravitailler les grévistes et à suspendre la perception des loyers du côté des propriétaires, pour ceux qui participent à la grève. Le 10 mars, les forces de sécurité ont lancé un raid contre les 800 cheminots grévistes de la gare de Rangoun, encerclé les immeubles où ils résident avec leurs familles et défoncé les portes des appartements.

La classe ouvrière, jeune, révoltée par l'exploitation et le manque de libertés, n'est pas la seule dans la rue. Mais ses aspirations à la liberté et aux droits démocratiques, à pouvoir s'organiser pour défendre ses propres exigences sociales et politiques comme celles de bien d'autres, fait d'elle une lourde menace pour la junte militaire. À ces travailleuses et travailleurs birmans va toute notre solidarité

Ecœurant

Patrick, à la retraite depuis 5 ans après avoir fait toute sa carrière à Austerlitz, est décédé le 9 décembre dernier. La boîte n'a même pas daigné nous en informer et nous ne l'avons appris que début mars. La nouvelle suscite beaucoup d'émotion, et le mépris de la direction nous indigne.

Une vie d'exploitation pour ne passer que 5 ans à la retraite... Patrick s'est battu aux côtés de ses collègues, notamment en 1995, et il avait raison !

A Lille, un train de grévistes prend son élan

Une fausse apparence de calme régnait dans la gare de Lille-Flandres lundi 8 mars. La circulation du nœud ferroviaire du Nord-Pas-de-Calais était très réduite. Et pour cause : 72 % des agents de contrôle étaient en grève, soit près de 150 grévistes sur environ 200 devant travailler.

Les grévistes réunis en AG ont chacun mis par écrit les revendications qu'ils voulaient voir apparaître : des embauches massives, de meilleures conditions de travail, des augmentations de salaire... Autant de revendications unifiantes, communes à toutes les autres les catégories de cheminots.

De nombreux mouvements locaux

Réchauffement climatique à la SNCF aussi : les conducteurs de Lyon se sont organisés en collectif de syndiqués et non syndiqués pour porter leurs revendications à la direction, à propos des primes et des conditions de travail. Les aiguilleurs de Paris-Est, les contrôleurs de Tours ou les agents de l'Infrapôle de Paris-Nord sont engagés parfois depuis des mois dans des mouvements avec arrêt de travail de 59 minutes par jour – pour les salaires ou les conditions de travail. Les conducteurs de Saint-Lazare ont déposé le sac après 2 journées de grève bien suivie contre les roulements...

Partout la direction serre la vis sur le plan financier et sur les cadences. Ça ne passe pas. Elle tente de calmer le jeu en distribuant des miettes (plus ou moins grosses) à certains secteurs et pas à d'autres. Ne nous laissons pas diviser. Pour ne pas faire les frais de la crise, il va falloir être de plus en plus nombreux dans ces mouvements locaux et trouver le moyen de les relier.

Soyons nombreux le jeudi 18 mars 14h sur le parvis de Gare du Nord pour soutenir les grévistes de l'Infrapôle !

Le front des restructurations

Pour le roulement 170 le mot est lâché, la direction avoue enfin qu'il s'agit d'un transfert. Rien de nouveau si ce n'est qu'ils avancent toujours plus leurs pions sur les restructurations en cours.

Pour avancer nos plans face aux leurs et défendre nos conditions de travail il va falloir s'organiser. On a déjà prévu de se voir pour en discuter. Un bon début !

Question de priorités

Il aura fallu 1 an et la remarque de collègues pour que la direction mette du savon à côté de l'évier de la tisanerie. Les affichettes réglementaires, elles, recouvrent tous les murs depuis des mois, et expliquent même comment se laver les mains.

La direction se couvre mais se fiche pas mal de notre santé. Encore une expression de leur mépris à notre égard.



Le bout du tunnel ?

Un an après le premier confinement, on fait le bilan. Avec les masques soi-disant inefficaces mais devenus obligatoires, la pénurie de tests et aujourd'hui le manque criant de vaccins, Macron estime avoir fait sa part du job. Ben voyons !

Son mantra « quoi qu'il en coûte » n'a pas irrigué le budget de la Santé... mais plutôt les aides aux grosses entreprises ! 12 milliards de coupes budgétaires dans les hôpitaux depuis 2010 contre 175 milliards d'euros gagnés par une poignée de milliardaires français entre mars et décembre 2020 : cherchez l'erreur !

La crise n'a jamais menacé la loi du profit, au contraire. Les riches sont bien les seuls à voir le bout du tunnel.

Haro sur les chômeurs

En pleine crise due au Covid et face à l'explosion du chômage, le gouvernement répond par... la baisse des allocations ! Le nouveau mode de calcul, qui prend en compte les périodes d'inactivité, diminuera les allocations jusqu'à les diviser par deux dans certains cas. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les plus pénalisés.

Macron et ses sbires ciblent à nouveau les plus précaires. Mais les vrais « profiteurs du système » et autres « assistés » sont les entreprises arrosées à coup de milliards et qui néanmoins licencient !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

f NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest ou Nouveau parti anticapitaliste

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA

